

# Lutte de classe

## Le front unique prisonnier du carcan du « dialogue social »..

Selon les différentes sources, entre 1 300 et 2 000 travailleurs syndiqués ou non ont manifesté aux abords de l'Assemblée nationale le 31 juillet à l'appel de sept fédérations de cheminots (CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD-Rail, Unsa et Fgaac) et de quatre fédérations de transport (CGT, CFDT, FO et CFTC), auxquelles s'étaient joints Solidaires et la FSU, pour défendre le droit de grève, contre le projet de loi du gouvernement instituant un « service minimum » dans les transports terrestres. 80 manifestations se seraient déroulées au même moment dans tout le pays.

Chacun avait parfaitement compris que cette tentative de la part du gouvernement et du Medef de limiter le droit de grève dans les transports annonçait la remise en cause du droit de grève dans tous les secteurs du public et du privé à plus ou moins long terme.

Alors que la gravité de l'enjeu de ce projet et sa portée considérable n'avaient échappé à aucun militant et dirigeant du mouvement ouvrier, comment expliquer que cette manifestation parisienne n'ait rassemblé qu'une poignée de militants et adhérents syndicaux essentiellement ?

Les 8 ou 9% de syndiqués que compte ce pays seraient-ils tous partis en vacances ? Impossible. Où sont passés les quelque 150 000 cheminots ? Où sont passés les quelque 900 000 ou le million de professeurs (et TOS) alors que les établissements scolaires et les universités sont fermées ? Les uns et les autres ne seraient-ils finalement pas concernés par ce projet scélérat ? Il faut également noter que les dirigeants syndicaux s'étaient bien passés d'appeler à une journée de grève nationale pour que les travailleurs syndiqués ou non puissent participer à ces manifestations.

Question : Les déclarations contradictoires des dirigeants des organisations et des partis n'auraient-elles pas préparé le terrain à ce qu'il faut bien appeler un échec ? Le sulfureux « dialogue social » mis en oeuvre par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner avec la complicité des dirigeants syndicaux n'avait-il pas pour objectif d'aboutir à cette situation ?

Maintenant, le gouvernement va pouvoir expliquer tranquillement : regardez, les sondages indiquaient que la très grande majorité des Français réclamaient l'instauration d'un service minimum dans les transports, aujourd'hui, ce sont les syndiqués eux-mêmes par leur très faible mobilisation qui nous donnent raison et confortent notre détermination à aller jusqu'au bout de notre projet, etc.

En écho, les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier jureront qu'ils ne sont absolument pour rien dans cette très faible mobilisation, que c'est la faute des travailleurs qui sont devenus de vulgaires individualistes ou qui ne comprennent rien à la situation...

En réalité, les uns et les autres se partagent les rôles.

De son côté, le PT passe son temps à présenter les dirigeants syndicaux comme les otages ou les victimes innocentes et impuissantes du « dialogue social », ils vont jusqu'à les plaindre en expliquant qu'ils subiraient une pression croissante de la part du gouvernement, de la nouvelle situation créée par la « mondialisation », etc., sans les appeler à rompre toutes leurs relations avec le gouvernement et le Medef, ce qui revient concrètement à soutenir cette démarche de collaboration de classes et le gouvernement. Il faut bien constater que l'ensemble des partis du mouvement ouvrier sont sur la même ligne politique.

On peut aussi s'interroger sur les raisons et les objectifs de l'unité de l'ensemble des dirigeants des organisations syndicales réalisés le 31 août.

D'une certaine manière, elle consistait à dire aux syndiqués principalement : voyez, nous sommes tous ensemble unis sur un même objectif, que voulez-vous que l'on fasse de plus ? On a exprimé à maintes reprises notre rejet de ce projet, nous avons fait notre travail et respecté scrupuleusement notre mandat. Ceux qui ont lu leurs différentes déclarations au fil des semaines et des mois savent pertinemment que c'est un grossier mensonge, mais l'essentiel pour les dirigeants syndicaux, ce n'est pas le contenu de leurs déclarations, mais l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes aux syndiqués et qui n'a évidemment qu'un lointain rapport avec la réalité ou pas du tout. Les choses sérieuses, concrètes et déterminantes se passent ailleurs.

Ainsi, si vous interrogez Thibault ou Mailly par exemple, ils vont vous répondre spontanément qu'ils sont catégoriquement contre la remise en cause du droit de grève, ils ne peuvent évidemment pas

vous répondre autre chose, sinon ils se dévoileraient tels qu'ils sont vraiment. Et à côté, ils acceptent d'en discuter le principe avec le gouvernement, ce qui revient tacitement dès le départ à accepter l'idée que le droit de grève pourrait être remis en cause puisque c'est de cela uniquement dont il s'agit. Bien entendu, ils tablent sur le fait que la très grande majorité des syndiqués ne voient pas d'inconvénients à discuter avec le gouvernement et le Medef, pourquoi en verraient-ils puisqu'on les y a habitués depuis plus d'un demi-siècle ! Il n'y a que les gauchistes à l'esprit particulièrement tordu qui y verront quelque chose à redire et la boucle est bouclée. La méthode est parfaitement rodée comme on vient de le voir.

En réalité, il me semble que l'unité des dirigeants syndicaux n'a pour seul objectif que d'interdire à quiconque de remettre en cause la démarche corporatiste du « dialogue social », à travers laquelle ils collaborent ouvertement à la mise en oeuvre des plans destructeurs du gouvernement.

Alors une question surgit automatiquement : si l'unité des dirigeants syndicaux aboutit finalement à soutenir le gouvernement et à museler le mouvement ouvrier, peut-on appeler sérieusement au front unique sans exiger qu'ils rompent au préalable avec le gouvernement et le Medef, sans exiger qu'ils rompent avec le « dialogue social » ? S'ils ne remplissent pas ces conditions préalables, le front unique ne servira-t-il pas uniquement à subordonner le mouvement ouvrier aux appareils vendus au gouvernement et au Medef ?

Le gouvernement et ses partenaires, les dirigeants syndicaux, ont tiré les leçons de la mobilisation contre le CPE du printemps 2006. Il s'agit pour eux d'empêcher qu'une telle situation se renouvelle et le « dialogue social » sert justement à éviter qu'elle ne se reproduise. C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet de loi portant atteinte au droit de grève, comme préambule à l'application du programme réactionnaire de Sarkozy sans déclencher de mouvements sociaux de masse. Il faut donc en tirer les leçons à notre tour en se plaçant délibérément sur le terrain de classe du prolétariat.

On ne peut pas partir de considérations abstraites et continuer de mettre en avant le front unique comme si de rien n'était, sachant qu'il s'inscrit dorénavant dans le carcan du « dialogue social ». Voilà à mon avis une des leçons essentielle à tirer immédiatement si on ne veut pas se situer sur le même terrain que les appareils.

Pour ma part, partant de la situation telle qu'elle s'impose à nous, je n'appellerai au front unique que lorsque ces deux conditions seront remplies, je ne me ferai pas le complice du « dialogue social », partant du fait que cette démarche corporatiste se situe exclusivement sur le terrain de classe de la bourgeoisie. Je suis avant tout un militant révolutionnaire et si la situation me le permettait, je serais un militant syndicaliste, mais mon activité syndicale serait toujours subordonnée à mon activité politique, et non l'inverse qui conduit au trade-unionisme. En tant que militant révolutionnaire, aucun principe ne pourra m'obliger à m'aligner sur le terrain pourri sur lequel le réformisme veut nous entraîner.

Cela va obliger les militants d'une certaine manière à revoir leur copie et à revenir sur le terrain politique qu'ils avaient délaissé plus ou moins depuis des années ou des décennies au profit d'une démarche purement syndicale.

J'allais oublié d'aborder une question importante. Formulons une hypothèse.

En admettant qu'à un moment donné des grèves se développeraient à travers tout le pays comme une traînée de poudre et que l'on s'orienterait vers la grève générale, il va de soi que ces grèves se produiraient à l'insu et pour ainsi dire contre la politique des dirigeants syndicaux qui soutiennent le gouvernement et qui ne tiennent surtout pas à avoir une grève générale sur les bras. A partir de là, les exhorter à réaliser l'unité pour ensuite appeler à la grève générale aboutirait infailliblement à leur redonner le contrôle et la direction de la grève pour après pouvoir la pourrir. On peut facilement imaginer qu'ils réaliseraient immédiatement l'unité au plus haut niveau et demanderaient l'ouverture de négociations au gouvernement ou du « dialogue social », ce qui revient au même, celui-ci s'empresserait de satisfaire cette demande pour temporiser et se donner les moyens d'organiser la riposte. Dès lors, on comprend que l'appel au front unique en direction des appareils aurait un caractère strictement réactionnaire. Ce reviendrait à une trahison pure et simple. Que faire alors ?

Je pense qu'il faudrait lancer un appel en direction des travailleurs en leur proposant de se constituer en comité, à élire leurs délégués qui seraient chargés de les représenter et de définir avec eux les tâches à accomplir, incluant si nécessaire les délégués syndicaux, puis à aller à la rencontre des travailleurs des autres entreprises de la commune ou du département pour les entraîner s'ils ne sont pas encore dans le mouvement, fédérer l'ensemble des comités au niveau départemental, régional et national, incluant les militants ouvriers mais en refusant à quiconque le droit de négocier quoi que ce

soit à leur place, avancer enfin vers la nécessité de prendre le pouvoir et de former leur propre gouvernement dans la perspective de satisfaire l'ensemble des revendications, tout en sachant que leur liste n'aurait pas cessé de s'étayer au fil du processus révolutionnaire jusqu'à poser plus ou moins directement ou consciemment la question clé du pouvoir politique, tâche qui reviendrait aux militants révolutionnaires, au parti.

Ainsi, nous proposerions une orientation politique sans recourir au piège du front unique syndical qui débouche invariablement sur le « dialogue social », et nous échapperions du même coup au piège du front unique sur le terrain politique qui conduit au front populaire (et autres formules du même genre, par exemple, gouvernement des partis et des organisations), une des formes de pouvoir politique de la bourgeoisie, et nous nous passerions d'exiger quoi que soit du gouvernement qu'il aurait pu nous accorder, bien qu'il s'efforcera de le faire pour tenter de nous diviser, tout comme les dirigeants qui ne resteront pas les bras croisés mais tenteront tout pour briser la mobilisation des masses, c'est à ce moment là qu'il faudra peser de tout notre poids pour faire en sorte que nous ne déviions pas de notre objectif final... Si nous arrivons à franchir tous les obstacles qui se dresseront devant nous, et que nous parvenons à cette étape, nous serons alors face à une situation nouvelle dont la principale caractéristique sera l'existence d'un double pouvoir dans le pays, et dont le facteur essentiel sera le niveau de la mobilisation révolutionnaire des masses pour envisager la suite... Pour mettre en œuvre une telle orientation politique, il faudra faire preuve à chaque instant d'une volonté déterminée sans faille qui ne pourra être que le produit d'une compréhension claire du développement de la situation révolutionnaire, des tâches à accomplir à chaque étape et de l'objectif final à atteindre. En serons-nous capable ? Cette question s'adresse à chaque militant.

Que pensez-vous de l'idée de populariser ce scénario qui doit s'accompagner du matraquage des renégats du socialisme et des dirigeants syndicaux traîtres, pour avancer ensemble vers la construction du parti ? Si vous avez une autre orientation politique à proposer, n'hésitez à nous le faire savoir, la discussion continue.

Je trouve personnellement que la situation s'éclaircit de jour en jour, vous ne trouvez pas ? Voilà au moins une bonne nouvelle.

A bas le « dialogue social » ! A bas la collaboration de classes ! A bas le corporatisme !

Il faut rompre sans délai toutes relations avec le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner dont le programme est exclusivement tourné contre le prolétariat !

Il faut rompre immédiatement toutes relations avec le Medef qui n'a de cesse de remettre en cause l'ensemble de nos droits et acquis sociaux et économiques et qui n'a qu'un seul objectif : le profit et l'accumulation capitaliste !

Bien évidemment, je ne m'adresse pas ici aux dirigeants dont il n'y a rien à attendre, mais aux militants et aux travailleurs gagnés par le scepticisme, le pessimisme ou qui penchent consciemment ou non du côté du réformisme.

A bas le capitalisme !

Le gouvernement d'union nationale et son Assemblée nationale ont pour seul programme celui du capital, celui correspondant aux intérêts de la minorité d'exploiteurs qui sont responsables de la situation sociale dramatique dans laquelle se trouvent plongés des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles.

La légitimité du gouvernement repose uniquement sur la constitution de la Ve République qui est le pilier des institutions et de l'Etat bourgeois. Sa légitimité, le capitalisme la tient uniquement de la constitution qui est le garant et le défenseur de la propriété privée des moyens de production, de la même manière que Sarkozy est le garant du bon fonctionnement des institutions en tant que représentant des intérêts des capitalistes.

De la même manière, la légitimité de l'Union européenne qui tend à imposer son diktat à travers ses directives, repose exclusivement sur le chef de l'Etat qui mandate la Commission européenne pour agir en son nom, nommant son président et un commissaire, Sarkozy en France est le chef de l'Etat qui signe les traités et en garantit leur application pour le compte du capitalisme mondial en vertu du pouvoir que lui confère la constitution de la Ve République.

Pas touche au droit de grève, il n'est pas négociable !

A bas le gouvernement d'union nationale UMP-PS !

A bas la constitution et les institutions de la Ve République !

A bas l'Union européenne !

Regroupons-nous, organisons-nous pour construire ensemble un véritable parti révolutionnaire ayant pour seul programme, celui de la révolution socialiste internationale, un seul objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat et l'abolition du capitalisme. Sans théorie révolutionnaire, pas de révolution.

(source : AFP 31.07)